

“ Du théâtre de la guerre, au sud point de nouvelles prévisions, et sûres.”

“ Le bruit court cependant que le Ban a essayé un échec près de Hegyes.”

— Les journaux allemands sont remplis de détails sur l'importante affaire qui a eu lieu le 15 et le 16 juillet, près de Waizau, entre les impériaux et les Magyars, et dans laquelle ces derniers étaient commandés par leurs meilleurs généraux. Dembinsky, Georgey et Nay Sendor, surnommé le Murat hongrois. Les Hongrois auraient combattu avec un courage désespéré, et l'impétuosité de leurs attaques, surtout de la cavalerie, aurait culbuté tout ce qui s'opposait à leur passage. Ces attaques impétueuses et en masse semblaient être la tactique adoptée par les Hongrois, et elle leur a presque toujours réussi jusqu'à présent, grâce à leur excellente et nombreuse cavalerie. Du reste, les pertes auraient été immenses des deux côtés.

Les versions varient sur les faits qui ont suivi. Au dire d'une lettre de Pesth citée par le *Lloyd*, l'affaire aurait recommencé le 17 avec une nouvelle vigueur : suivant d'autres journaux, les insurgés, désespérant de rompre la ligne des armées impériales qui leur barraient le chemin dans la direction de l'est, se seraient dirigés vers le nord, dans la direction des villes des montagnes, Kremitz et Schenitz, pour essayer de gagner la Theiss supérieure en coupant, entre Miskolcz, Eperies et Kaschau, la ligne d'opération des Russes, et au risque de rencontrer le corps du général Saks, qui garde la frontière de Galicie, et les réserves que les Russes accumulent dans ce dernier pays. Le général Haynau a quitté le 17 son quartier-général de Nagy-Ignad pour se porter sur Dade et s'y réunir au prince Paskewitch.

Au sud-ouest, le sort des armes ne paraît pas non plus favorable aux insurgés, et un rapport officiel que publie la *Gazette de Vienne* confirme la nouvelle que le colonel Knezevich, un des lieutenants du général Nugent, a occupé, sans rencontrer de résistance, Kuniska avec trois bataillons et une batterie montée. Le général Zeiberg était à Lathene, l'odé apparait Kosevich et couvrait le passage de la Mur.

Les nouvelles de la Transylvanie annoncent qu'après la prise d'Hermanstadt la partie de l'armée de Ben restée dans ce pays s'est concentrée près de Klausenbourg, où se décidera probablement le sort de la Transylvanie. Le général Liders faisait réparer le passage de la Porte-Rouge pour permettre au corps autrichien de Clam-Gallas (ancien corps de Puchner), et composé, dit-on, de 11,000 hommes, de le rejoindre afin de marcher, réuni à lui, sur Klausenbourg.

La *Feuille Constitutionnelle de Bohême* donne quelques détails, sur la capitulation d'Arad, au pied des montagnes de la Transylvanie, à l'est de la Ho grie, et qui a eu lieu le 1er juillet :

“ Précédée de plus de cent chariots de bagages, la garnison, au nombre d'un millier d'hommes, est sortie en parade, s'est mise en bataille. Neu-Arad, en face des Magyars, et, après l'échange d'un salut militaire, elle a mis bas les armes. Aux termes de la capitulation, elle devait être conduite aux frontières de la Styrie. Les officiers ont pu garder leurs épées. Le commandant Berger est parti avec la garnison, qui a dû prêter serment de ne plus prendre les armes contre les Hongrois dans l'espace de six mois. Les Hongrois ont trouvé dans la forteresse 65 canons, 1,500 fusils et beaucoup de munitions.”

MELANGES RELIGIEUX

MONTREAL, 17 AOÛT 1849.

LE PÈRE VENTURA.

A moins qu'un retour sincère vers les légitimes principes, ou des écarts plus déplorables encore ne rappellent à l'attention publique la mémoire de Ventura, elle sera bientôt effacée par le dédain et l'oubli.

Telle ne devait pas être pourtant la destinée d'un homme de qui la religion et la société avaient droit d'attendre de beaux exemples et de glorieux services. Ce qu'il est maintenant, et ce qu'il fut, du moins en apparence, avant les sacrilèges attentats de l'anarchie contre l'auguste pontife de Rome, nous l'avons brièvement fait connaître dans un précédent article. — Savant publiciste, prêtre irréprochable, érudit distingué, ex-général d'ordre religieux, tels étaient ses titres, lorsqu'il fut appelé non seulement par les vœux des Irlandais et des Romains, mais encore par l'invitation de Pie IX lui-même à fuir l'éloge du héros que pleuraient ensemble la religion et la liberté, de l'immortel chrétien O'Connell.

Dans ce discours, la richesse des idées à la magnificence des paroles, aux doctrines saines et éclairées, se joignaient les plus hautes sympathies, les plus touchants témoignages de vénération et d'amour pour le chef de l'Eglise et de Rome, pour le magnanime et généreux Pie IX. Aussi, en cette occasion, l'académie théologique de Rome écrivit-elle au P. Ventura, que désormais elle avait inscrit son nom parmi ceux des membres qu'elle s'honorait le plus d'avoir possédés dans son sein.

Comment donc un homme, si haut placé dans le domaine religieux, intellectuel et social, si richement doté de la faveur du ciel et de la faveur publique, a-t-il pu descendre dans les sombres et infimes régions des assemblées des méchants, et de concert avec une vile populace, tramer d'odieux complots, contre le Christ du Seigneur ? Hélas, nous n'en savons rien ; ce que nous savons, c'est que Dieu souvent se sert des propres lumières de l'homme pour le confondre et qu'un milieu de ses ténèbres, l'orgueil ne voit pas l'abîme qui se creuse à la suite de l'abîme.

La suite est que le P. Ventura, qui enseignait naguère, comme la pure doctrine de l'évangile, le devoir de l'obéissance aux lois de l'Eglise, aux décisions des conciles et des papes, aux commandements des supérieurs ecclésiastiques et surtout du supérieur suprême, prêche aujourd'hui la révolte et par la parole et par l'exemple. Peu satisfait d'un libéralisme sage, bienfaisant et éclairé, d'une souveraineté paternelle, il veut à tout prix la démocratie ; il la veut pour Rome comme pour la France, comme pour les autres nations, sans s'inquiéter si vouloir la démocratie à Rome est la même chose que de la vouloir à Paris, ou dans toute autre nation, et si, d'après des droits sacrés et inaliénables, librement concédés, légitimement acquis, bien reconnus, par les nations catholiques, l'évêque de Rome ne doit pas être souverain temporel, au lieu de sujet dépendant, ou président d'Etat, d'une république. — La souveraineté pontificale,

dit une lettre que nous avons dernièrement reproduite, est une souveraineté à part qui ne peut être assimilée aux autres souverainetés existantes ; celles-ci peuvent être modifiées sans se suicider ; du moins leur raison d'être ne répugne point d'une manière absolue à des essais de changements de bases. La raison d'être de la souveraineté pontificale répugne et d'une manière absolue, à tout remaniement d'origine. Elle se dit, et de fait elle agit depuis dix-huit cents ans comme la *députée de Dieu*. Elle n'acceptera jamais de se reconnaître docilement à la *députée du peuple*. Elle ne le peut pas, elle ne le doit pas, elle ne le fera pas.”

Et c'est précisément cette souveraineté temporelle nécessaire, reconnue, ce domaine territorial librement concédé, depuis des siècles, par la générosité de différents souverains, qu'ont prétendu renverser, exproprier les démagogues de Rome, à la honte et solennelle approbation du P. Ventura. Ce qui fait par conséquent que le P. Ventura a trépidé dans un acte injuste et sacrilège de rébellion, et contre le Souverain Pontife, et contre l'Eglise, et contre toutes les nations catholiques ; qu'il a, au moins implicitement, approuvé tous les désordres de Rome, les persécutions, l'incarcération, les massacres des religieux, des prêtres, des évêques, des cardinaux qu'il a approuvé le vol, le pillage et tous les sacrilèges commis par la horde infâme qui a occupé, pendant plus de sept mois, la ville éternelle. Voilà ce qu'a fait le Père Ventura. Et maintenant il osera nous dire que *pour lui Pie IX est toujours le Vicaire de J. C., le Chef visible de l'Eglise, le docteur infallible de la foi et des mœurs*. — C'est sans doute, dit l'Univers, cette conviction qui le détermine à s'arrêter, pour outrager Pie IX, à tous les ennemis de J. C. et de l'Eglise.”

Le P. Ventura proclame la souveraineté du peuple, sa volonté, dit-il, est la seule loi, il est le suprême arbitre des droits et des devoirs ; en conséquence il plaie au peuple de se jeter dans les plus horribles excès, de troubler tout l'ordre social, d'outrager le Pape, de massacrer les prêtres, de dévotiller l'Eglise de Dieu ; et la société, et le Pape, l'Eglise et Dieu devront se soumettre aux volontés du peuple. ?

“ Le Père Ventura, dit encore l'Univers, ne veut point d'action, même indirecte de l'Eglise sur le gouvernement temporel des sociétés humaines. — Mais l'Eglise a toujours en la prétention de soumettre à sa loi, tous les actes humains ; elle n'a jamais reconnu à la politique, aux gouvernements le droit de se soustraire à cette loi, qui est la loi même de la justice, la loi de Dieu. Quand le P. Ventura semble dire que les gouvernements doivent désormais être indépendants de cette loi divine, ou, ce qui revient au même, indépendants de l'Eglise, qui est cette loi vivante, il pose en face de Dieu le pouvoir humain comme égal à Dieu, comme indépendant de Dieu. Il fait sans le savoir, ce que fait Proudhon, qui en a la conscience ; il est manichéen.”

Ensuite le P. Ventura s'étend et s'offense de l'acte d'excommunication lancée par le Souverain Pontife. Mais tout le monde sait que le Souverain Pontife n'a point lancé d'acte d'excommunication ; que, dans sa bonté et sa mansuétude, Pie IX s'est contenté de rappeler les lois de l'Eglise d'après les quelles, quiconque attenté à la souveraineté temporelle du saint-siège, encourt l'excommunication *ipso facto*. Lois donc que le P. Ventura nous parle d'une pièce contenant l'excommunication, pour avoir le plaisir d'ajouter que le Pape s'est repenti d'avoir signé cette pièce, que sa signature lui a été arrachée, le P. Ventura dit tout simplement un grossier mensonge....

“ Le P. Ventura se justifie, que dis-je ? se glorifie d'avoir assisté à la messe sacrilège célébrée le jour de Pâques à Saint-Pierre, et, procédant toujours avec la même bonne foi, il suppose qu'on lui en fait un crime uniquement à cause de la présence des excommuniés au milieu desquels il se trouvait. Mais le P. Ventura sait bien que cette messe a été célébrée à Saint-Pierre par un misérable, étranger à cette église, contre la volonté et malgré les protestations du Chapitre, qui seul avait le droit d'autoriser en ce lieu une semblable cérémonie ; le P. Ventura sait bien que cette messe a été célébrée à l'autel papal, en dépit des lois expresses qui réservent cet autel au seul Souverain-Pontife ; le P. Ventura sait bien que c'est là, s'il en fut jamais, un acte d'intrusion auquel il ne pouvait donner l'adhésion de sa présence sans violer de la manière la plus manifeste et la plus scandaleuse les lois ecclésiastiques. Et cet homme a le front d'écrire : *La fonction était par elle-même sainte, comme s'il ignorait que la fonction, par toutes ses circonstances, était sacrilège, et il nous parle du respectabilité de Mazzini et des siens, comme s'il ignorait l'impie dont ils font profession, et il s'excuse sur ce qu'il a obtenu la liberté de l'évêque d'Orvieto, comme s'il n'avait pu obtenir cette grâce de son ami Mazzini ailleurs qu'à Saint-Pierre, comme s'il était permis de commettre un crime pour en empêcher un autre.*”

Maintenant “ que l'esprit de foi soit singulièrement affaibli à Rome, c'est un fait trop évident pour avoir besoin de démonstration. La population romaine n'a pas été activement complice des révolutionnaires qui ont contraint Pie IX à s'enfermer mais elle l'a laissé faire, et cette complicité passive est un crime dont Rome subira le châtiement. On sait qu'une grande partie de la classe moyenne est depuis longtemps, à Rome comme dans toute l'Italie et dans toute l'Europe, infectée de voltairianisme. On sait que le protestantisme a profité de la révolution pour chercher à s'établir à Rome ; le Souverain Pontife lui-même a signalé ce fait à l'Eglise universelle dans sa dernière allocution. Ainsi il n'y a que trop de vérité dans le tableau que nous trace de Rome le P. Ventura, mais il y a aussi beaucoup de fautes et d'exagération. Au surplus, quand même tout ce que dit le P. Ventura serait vrai qu'en faut-il conclure, sinon que c'était un devoir pour les puissances catholiques de délivrer Rome le plutôt possible d'un gouvernement usurpateur et tyrannique, qui corrompait le peuple, lui inspirait des sentiments de haine pour la religion, et travaillait à établir le protestantisme dans la capitale de l'Eglise catholique.

Il est vrai que ce n'est pas aux révolutionnaires, mais au Souverain-Pontife lui-même et aux Français, que le P. Ventura impute l'apostasie des Romains. Mais heureusement le peuple de Rome n'est pas aussi stupide qu'il plaie au P. Ventura de le supposer. Ce n'est pas au Pape, mais aux triumvirs et aux autres amis du P. Ventura que le peuple fait remonter la responsabilité du Siège de Rome. Le peuple romain comprend parfaitement que ces brigands qui ont usurpé la domination ne le peuvent ni en droit ni en fait, et

que s'ils ont prolongé si longtemps une défense inutile, c'est sur leurs têtes que retombe le sang versé. Le peuple sait aussi, ce que le P. Ventura fait semblant d'ignorer, que Pie IX n'est pour rien dans le siège tel qu'il a été fait. C'est malgré Pie IX que la France a voulu agir isolément des autres puissances et qu'elle a été amenée, par l'obstination des révolutionnaires à la nécessité d'employer la force. Pie IX avait demandé une action commune des puissances, action qui aurait vraisemblablement eu pour effet de délivrer Rome sans qu'il fut nécessaire de recourir au canon :

“ Nous ne perdrons pas le temps à prouver au P. Ventura que les Français n'ont pas fait la guerre au peuple de Rome, mais aux bandes de brigands qui l'opprimaient ; que cette guerre a été la plus juste, la plus loyale, la moins acharnée qu'on ait jamais faite ; que ce n'est pas contre son peuple, mais pour délivrer son peuple, que le Pape a demandé le secours des puissances chrétiennes ; le P. Ventura sait tout cela aussi bien que nous.

Voilà ce que nous avions à dire du P. Ventura pour le faire connaître à nos lecteurs, et pour répondre en même temps aux journaux qui ont publié ses lettres, ou lui en ont attribué d'autres, pensant avoir trouvé par-là un argument favorable à leur cause, qui n'est assurément pas la cause de la justice et de la foi.

Mardi, fête de l'Assomption, neuf filles sous le nom de Sœurs de Notre-Dame de Bonsecours ont pris l'habit de novices, et huit autres le voile de postulantes, dans le nouvel Institut qui, depuis plus d'un an, se prépare dans la paroisse de St. Michel de Vandrevil. Mgr. le Coadjuteur présidait à cette cérémonie qui eut lieu dans la chapelle même de la nouvelle communauté, où se trouvaient réunies près de deux cents personnes pieuses et plusieurs membres du clergé. L'établissement, qui s'annonce si avantageusement, a pour but de former des Institutrices qui enseigneront dans les campagnes et qui rempliront, autant que possible, les vœux de la loi des écoles primaires, en ce pays. Déjà quelques maîtresses, qui avaient tenu, avec succès, des écoles dans diverses paroisses, se sont jointes à cette Congrégation naissante et les demandes d'admission paraissent devoir être nombreuses. M. le Grand-Vicaire P. L. Archambault, curé du lieu, dirige le spirituel de l'établissement et lui donne toute la protection possible. Il a même doté cette bonne œuvre de la maison que les Sœurs occupent en ce moment, et qui est assez vaste pour recevoir une trentaine de novices. M. le Seigneur de Vandrevil, R. W. Harwood, éc., vient aussi de concourir généreusement, en y ajoutant un grand et beau terrain adjacent à celui de la nouvelle communauté. On ne peut donc qu'augurer très favorablement de cette belle entreprise, et former des vœux bien sincères pour son prompt et parfait accomplissement.

LA TRISTEMMENT CÉLÈBRE MARIA MONK. — Personne n'a perdu le souvenir de cette misérable fille, dont les grossières et incroyables impostures furent néanmoins si facilement accréditées chez une large portion de nos voisins, que l'on disait, en Canada, qu'il ne fallait pas un diable bien rusé pour duper les Américains. Nous traduisons du *Herald* de New-York, les renseignements suivants sur son compte ; ils ne peuvent manquer d'intéresser :

“ Il a quelques années une grande sensation fut causée dans notre République par les étonnantes révélations de Maria Monk. — Cette personne a résidé depuis lors dans notre Cité, ici et là, jusqu'à ce jour où elle figure parmi la hideuse classe des prostituées. — Et, non contente des dissolutions de sa vie infâme, elle est devenue voleuse. Hier, elle fut mise sous garde, sur l'accusation d'avoir volé un portefeuille contenant 14 piastres en argent, et autres objets. . .

Sans doute que ceux de nos frères séparés qui mirent tant de confiance dans ses révélations, ne manqueront de prier pour le succès de son procès.”

RETRAITES POUR LES GENS DES CHANTIERS.

Mgr. l'Evêque de Bytown doit faire donner trois retraites, pour les gens des chantiers, à trois époques différentes. La première s'ouvrira le 4 septembre et se terminera le 8 ; — la seconde commencera le 29 septembre et finira le 3 octobre ; — la troisième aura lieu depuis le 15 jusqu'au 18 octobre.

ARRESTATION POLITIQUES. — Depuis lundi, certains bruits d'arrestations avaient réveillé un peu d'excitation. Le Général Rowan, Commandant des Forces, était revenu de Calcutta, sur une dépêche qui le rappelait, disait-on, immédiatement en ville. Lundi des dispositions furent prises pour le prompt transport de troupes de l'île St. Hélène à la ville, pour renforcer la garnison. Le “ Briton's Club,” société secrète, fut convoqué mardi soir. Des groupes se formèrent dans la rue Notre Dame, entre huit à dix heures ; deux ou trois assauts furent commis. Des dispositions furent prises pour le maintien de la paix et la soirée fut assez tranquille.

Mercrèdi, M. Courtenay, chef du Breton's Club, fut arrêté à sa maison de pension, vis-à-vis l'hôtel du gouvernement, vers une heure de l'après midi. Il sortit vers deux heures, du palais de justice accompagné du Capitaine Wetherall. Comme un groupe de ses partisans voulut s'opposer à ce qu'il remontrât dans le Club, après qu'on lui eût permis de descendre chez lui pour y prendre quelques effets, le magistrat de police M. McCord, appela immédiatement les troupes. La foule fut à l'instant dispersée et M. Courtenay conduit en prison. — On a refusé d'admettre à caution M. Courtenay, vu la nature très-grave et le nombre des accusations portées contre lui. Les magistrats de police, M. McCord, Wetherall et Ermartinger ont été unanimes dans cette décision.

Les autres individus arrêtés sont J. Orr, R. Cooke, J. Dyer et J. Ewing. Ils ont tous été admis à caution. Ge n'est là, dit-on, que le commencement des mesures de répression que va prendre le gouvernement, et des mandats d'arrêt vont être lancés contre beaucoup d'autres accusés.

Les sociétés secrètes ont répondu à l'appel que certains journaux firent à leurs passions au premier bruit des arrestations. Mercredi soir on commença à faire

des barricades dans la rue Notre-Dame et dans la rue St. Gabriel ; mais les soldats virent les défilés au nez des émeutiers. Alors une partie d'entre eux se mirent à crier : “ chez Lafontaine, chez Baldwin,” et ils se dirigèrent vers le faubourg St. Antoine. (A défaut de renseignements personnels, nous donnons pour ce qui suit, le récit de la *Minerve* d'hier). . . .

“ Il était alors environ 10 heures du soir. En arrivant vis-à-vis la maison de LaFontaine qui est isolée, dans un verger, ils enfoncèrent la porte d'entrée de la cour qui donne sur la rue, les plus effrontés entrèrent sur la propriété et commencèrent à lancer des pierres et à tirer des coups de feu sur des personnes qui fesaient bonnegrade dans la maison. Ceux-ci ayant riposté de la même manière mirent les assaillants en fuite. Ils avaient quelques blessés à reconduire en lieu de repos.

“ Ces blessés étaient au nombre de 6. L'un d'eux est mort ce matin de sa blessure, c'est le fils d'un M. Mason, qui tient des écuries sur la rue Graig. Il était des plus hardis et des plus avancés sur les propriétés de M. Lafontaine. . . .

“ Un escadron de la cavalerie provinciale, sous le commandement du Capt. Sweeney, vint au secours des assiégés dans la maison de l'hon. M. LaFontaine ; mais les assaillants avaient abandonné leur assaut, au premier feu.

“ Les émeutiers revinrent vers 11 heures, en nombre, dans la rue Notre-Dame, essayèrent d'éteindre le gaz pour agir dans les ténèbres, mais il y avait cette fois trop de gardiens pour leur satisfaction.”

A minuit les rues étaient parfaitement libres. Les troupes ont montré beaucoup de zèle pour remplir leur devoir :

Hier soir, il y eut encore des rassemblements considérables dans la rue Notre Dame. De gros pelotons de soldats y furent placés, ainsi que dans différents endroits de la ville. Vers 10 h. on a brisé des fauux et éteint les lumières dans les rues Notre-Dame et Ste. Marie. On dit qu'un M. Drolet a été sévèrement battu. M. Henry Jameson fut appréhendé hier et admis à caution. — M. Courtenay sera amené aujourd'hui sur un writ d'*Habere Corpus* et la question du cautionnement sera alors décidée.

Ce matin, une demi-heure après minuit, le tocsin sonna ; le superbe Hôtel-Donagran était en feu. Quelques quarts d'heure après, l'édifice n'offrait plus que le spectacle de ses murs calcinés. — Le feu origina aux étages supérieurs et dans la partie de l'hôtel la plus éloignée de la rue Notre-Dame. On ignore si cet incendie est accidentel ou s'il est l'œuvre du crime. — Plusieurs maisons, entre autres celle l'hon. L. J. Papineau, prirent en feu, mais furent préservées. — Un papineau a été tué par la chute d'un fragment de corniche.

CORPORATION DE MONTREAL.

PROCLAMATION.

Vu que la Paix Publique a été sérieusement troublée par des rassemblements tumultueux de personnes dans les rues et autres parties de cette Cité de Montréal, en conséquence avis est donné par ces présentes à toutes personnes paisibles et bien disposées de fuir tels rassemblements, vu que les mesures les plus rigoureuses seront adoptées pour les supprimer.

E. R. FABRE.

Maire.

Hôtel de Ville, }
Montréal, 16 août 1849. }

Canal pour unir les eaux du Lac Champlain

à celle du St. Laurent.

Une assemblée des Citoyens de Montréal intéressés dans la construction d'un Canal, à l'effet d'unir les eaux du St. Laurent à celle du Lac Champlain, fut tenue Lundi, le 13 du courant.

Son Honneur le Maire fut appelé au fauteuil ; George Desbarats, éc., fut prié d'agir comme secrétaire.

Après que l'assemblée eut reçu et adopté le rapport du Comité nommé, le 27 juillet dernier, par les Citoyens de Montréal intéressés à mettre à exécution le Bill autorisant la formation d'une Compagnie, pour la construction d'un Canal, destiné à unir les eaux du Lac Champlain à celle du St. Laurent, pour rencontrer à St. Jean les délégués des Etats de New-York et de Vermont, — M. A. M. Delisle, secondé par M. Frothingham, fit motion :

Que les Messieurs suivants soient appointés comme députation devant se rendre à Saratoga, et assister à l'assemblée qui doit s'y tenir le 21 du courant, pour promouvoir la construction d'un Canal destiné à unir les eaux du Lac Champlain à celles du St. Laurent :

Son Honneur le Maire, J. D. Gibb,
L'hon. A. N. Morin,
“ P. McGill,
“ F. A. Quesnel,
“ Geo. Moffatt,
“ Jas. Ferrier,
“ Jos. Bourret,
Les Membres de la Cité de Montréal,
William Molson,
Jason C. Pierce,
Jean Brunet,
J. De Witt, M. P. P.,
Jm Gould,
Sheriff Boston,
George Desbarats,
John Redpath,
J. Jones,
A. Simpson,
W. Dow,
C. S. Ross,
Louis Marchand,
Dr. Aikin,
John Glass,
Pierre Joloin,
John Ouel,
Thomas Ryan,
T. H. Holton,
J. Frothingham,
D. Davidson,
D. Msson,
A. LaRoque,
D. L. Macpherson,
Hugh Allan,
John Young,
David Torrance,
Dr. Nelson, M. P. P.,
Moses Hays,
George E. Cortier,
William Lunn,
J. Fisher,
A. M. Delisle,

Avec le pouvoir de s'adjoindre d'autres citoyens. M. Ostell fait ensuite motion qu'un Comité de sept membres fut nommé pour s'enquérir des avantages à espérer les différentes localités où l'on suggère de faire aboutir le Canal au Fleuve, et pour communiquer avec la délégation avant son départ pour Saratoga, et que MM. P. McGill, L. Marchand, William Murray, H. B. Smith, Jean Brunet, J. Ostell et J. Young composassent ce comité. Les résolutions ci-dessus furent adoptées à l'unanimité. Dans les vues de la presque totalité de la délégation, Longueuil doit être proposé comme le lieu où devait aboutir le Canal projeté.